
PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 1998-1999

SEANCES DU MARDI 30 MARS 1999 (MATIN ET APRES-MIDI)

COMPTE RENDU INTEGRAL

SOMMAIRE

LE MATIN A 10 HEURES

	Pages
	<hr/>
<i>Excusés.</i>	4
<i>Communication de la Présidente</i>	
Budget 1999 de la province de Luxembourg	4
<i>Propositions de décret (prise en considération)</i>	4
<i>Projet de décret organisant le sport en Communauté française</i>	4
<i>Proposition de décret fixant les conditions de reconnaissance du sportif de haut niveau</i>	
Discussion générale conjointe	4
Orateurs : Mme Bouarfa, rapporteuse, MM. Ducarme, Massy, Desgain, Foret, Neven.	
<i>Motion d'ordre</i>	17

	Pages
L'APRES-MIDI A 14 HEURES	
<i>Excusés.</i>	18
<i>Communication de la Présidente</i>	
Nouvelle dénomination d'un groupe politique	18
<i>Ordre du jour</i> (modification et approbation).	18
<i>Projet de décret organisant le sport en Communauté française</i>	18
<i>Proposition de décret fixant les conditions de reconnaissance du sportif de haut niveau</i>	
Reprise de la discussion générale conjointe	18
Orateurs: M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, MM. Forêt, Cheron, Ducarme.	
Examen et vote des articles	22
<i>Projet de décret portant la création de nouvelles formations dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française</i>	
Discussion générale	34
Orateurs: MM. Marchant, Massy, M. Ancion, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales.	
Examen et vote des articles	36
<i>Projet de décret-cadre relatif à la reconnaissance et au subventionnement des secteurs professionnels des Arts de la scène</i>	
Discussion générale	51
Orateurs: Mme Willame-Boonen, rapporteuse, MM. Wahl, Ducarme, Antoine, Cheron, Mme Foucart.	
<i>Proposition de résolution relative à l'adoption par le Parlement flamand d'une « résolution relative aux lignes fortes de la Flandre dans la prochaine réforme de l'Etat » (dépôt)</i>	
	61
<i>Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel</i>	
Remplacement d'un membre	62
<i>Décès d'un ancien membre du Parlement</i>	62
<i>Votes nominatifs.</i>	62
<i>Projet de décret portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis en français, mathématiques et latin-grec à l'issue de la section de transition</i>	
Vote nominatif sur l'ensemble	62
<i>Projet de décret organisant le sport en Communauté française</i>	62
<i>Proposition de décret fixant les conditions de reconnaissance du sportif de haut niveau</i>	
Vote nominatif sur l'ensemble	62
<i>Projet de décret portant création de nouvelles études dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française</i>	
Vote nominatif sur l'ensemble	63
<i>Proposition de résolution relative à l'adoption par le Parlement flamand d'une « résolution relative aux lignes fortes de la Flandre dans la prochaine réforme de l'Etat »</i>	
Vote nominatif	63

	Pages
	—
<i>Projet de décret-cadre relatif à la reconnaissance et au subventionnement des secteurs professionnels des Arts de la scène</i>	
Reprise de la discussion générale du projet de décret	63
Orateur: M. Picqué, ministre de la Culture et de l'Éducation permanente.	
Examen et vote d'articles. — Votes réservés	64
 <i>Projet de décret portant approbation de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds social européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale</i>	
Discussion générale	73
Orateurs: M. Baille, rapporteur, Mme Persoons, M. Cheron, M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique.	
Examen et vote des articles	76

SEANCE DU MATIN

Présidence de Mme Corbisier-Hagon, Présidente

La séance est ouverte à 10 h 05.

Mme la Présidente. — La séance est ouverte.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

Si personne ne demande la parole, je vous propose de l'envoyer à la commission des Relations internationales.

Pas d'objection? (*Non.*)

Il en est ainsi décidé.

EXCUSES

Mme la Présidente. — Ont demandé d'excuser leur absence à la présente séance: Mme Bertouille, MM. Chastel, Hotyat, et Mme Strengers, retenus par d'autres devoirs; Mme Servais, empêchée; M. Decléty, pour raisons de santé.

PROJET DE DECRET ORGANISANT LE SPORT EN COMMUNAUTE FRANÇAISE

PROPOSITION DE DECRET FIXANT LES CONDITIONS DE RECONNAISSANCE DU SPORTIF DE HAUT NIVEAU

Discussion générale conjointe

COMMUNICATION DE LA PRESIDENTE

Budget 1999 de la Province de Luxembourg

Mme la Présidente. — Par lettre du 4 février 1998, la Province de Luxembourg nous a transmis, pour information, copie conforme du budget provincial pour 1999, devenu exécutoire par expiration du délai d'approbation par la tutelle.

Ce document est envoyé, pour information, à la commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, de l'Organisation de l'Assemblée, du Règlement et de la Comptabilité.

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle la discussion générale conjointe du projet de décret organisant le sport en Communauté française et de la proposition de décret fixant les conditions de reconnaissance du sportif de haut niveau.

La discussion générale conjointe est ouverte.

La parole est à Mme Bouarfa, corapporteuse.

PROPOSITIONS DE DECRET

Prise en considération

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle la prise en considération des propositions de décret suivantes:

1) Relatif aux télévisions de proximité à caractère communautaire dénommées « télévisions de région », déposée par MM. Istasse, Ficherouille et Santkin.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Si personne ne demande la parole, je vous propose de l'envoyer à la commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la presse et du Cinéma.

2) Relatif à l'inscription et au financement des étudiants de l'enseignement supérieur, déposée par Mme Dupuis.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Si personne ne demande la parole, je vous propose de l'envoyer à la commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

3) Instaurant un Conseil consultatif de la coopération francophone, déposée par MM. Chabot et Santkin.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Mme Bouarfa. — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, il a été convenu que j'interviendrai ici au nom des trois rapporteurs, à savoir MM. Santkin et Saulmont ainsi que moi-même.

Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement les services du Conseil pour leur compétence et leur disponibilité dans la rédaction du présent rapport.

Votre commission de la Santé, des Matières sociales, du Sport et de l'Aide à la jeunesse a examiné au cours de ses réunions des 6, 12, 21 janvier, 2, 3, 9 février, 2 et 9 mars le projet de décret organisant le sport en Communauté française, présenté par M. le ministre Ancion.

A la demande de notre éminent collègue M. Foret, la proposition de décret fixant les conditions de reconnaissance du sportif de haut niveau est jointe à l'examen du projet de décret, alors que la proposition de décret favorisant la compatibilité entre les études et l'activité sportive de haut niveau fera l'objet d'un examen séparé.

La première réunion a consisté en un échange de vues afin de clarifier la procédure d'examen du projet de décret. Elle a été suivie d'une réunion de travail regroupant un parlementaire de chaque groupe politique ainsi que la présidente de la commission. L'accord obtenu a été le suivant:

— La discussion générale en commission sera publique;

— Des auditions seront possibles;

— Un agenda des travaux sera établi;

— La demande de l'autorisation de la présence de deux collaborateurs par groupe politique sera portée à l'attention de la Présidente du Parlement.

L'accord est avalisé par tous les groupes politiques, le PRL marquant son désaccord quant à la fixation d'une date pour l'examen en séance publique. A la suite de cela, un commissaire propose que la commission travaille selon les règles habituelles puisque le PRL ne peut marquer son accord sur les quatre points dans leur ensemble alors que la majorité a accepté toutes les demandes de l'opposition. Cette proposition est adoptée par dix voix pour et cinq abstentions.

La commission a ensuite entendu l'exposé introductif du ministre Ancion avant d'entamer la discussion générale.

Au cours de celle-ci, un commissaire fait remarquer que le sport n'a pas paru être une préoccupation essentielle du Gouvernement au cours de cette législature. Il aurait fallu, selon lui, mettre en place une politique d'ensemble concertée, comme en Flandre ou comme en France, et y adjoindre les moyens budgétaires adéquats.

De nombreux commissaires, tous partis confondus, relèvent les points positifs du projet de décret:

— L'unité des fédérations reconnues, par discipline ou par secteur;

— L'attribution de subsides sur une base qualitative;

— La programmation des activités sur quatre ans;

— L'obligation de qualification de l'encadrement;

Par contre, certains commissaires relèvent des points posant problèmes tels que:

— Les compétences de la Communauté française en matière de sport et leur application à Bruxelles,

— Les mesures de prévention du dopage;

— Les mesures visant à la sécurité des sportifs;

— Les transferts de sportifs et les indemnités de formation;

— Les pratiques d'intégration des personnes handicapées par le sport;

— le sport travailliste, etc.

Il est enfin convenu d'auditionner:

— Maître Defourny, sur le décret dans son ensemble et sur les indemnités de formation en particulier;

— M. Philippe Housiaux, vice-président du COIB, sur le décret dans son ensemble et sur les indemnités de formation en particulier;

— M. Albert Daffe, président de la fédération nationale de volley-ball, sur le décret en général et les impacts perçus sur sa fédération;

— M. Gilles Goetghebuer, rédacteur en chef du magazine *Sport et Vie*, sur la problématique du dopage;

— Un membre du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, sur l'avis du Conseil supérieur par rapport au décret;

— Le docteur Jean-Claude Scholsem, professeur de droit constitutionnel, sur l'avis du Conseil d'Etat en matière de compétences de la Communauté française.

Je vous invite à consulter le rapport écrit pour le détail de ces auditions et pour les discussions qui en ont résulté.

La discussion des articles a permis de concrétiser les débats de la discussion générale par le dépôt de nombreux amendements. En effet, pas moins de 136 amendements ont été déposés par chaque groupe politique ou par l'ensemble de la commission et ont été mis au vote.

Il en résulte un décret largement modifié et amélioré sur bien des points, tels que les indemnités de formations, la reconnaissance du statut de sportif de haut niveau, la reconnaissance des fédérations, les fédérations scolaires, les fédérations sportives pour personnes handicapées, le processus d'attribution des subsides ou le sport pour tous.

Je vous renvoie une fois de plus au rapport écrit pour de plus amples informations sur les amendements déposés.

Je tiens également à souligner combien le travail réalisé à l'occasion de l'examen de ce décret a été d'une grande qualité. Les options de chacun ont pu s'exprimer. Sur de nombreux points, nous avons pu trouver des consensus. Le temps est à présent venu de trancher, dans l'intérêt du sport en Communauté française. (*Applaudissements.*)

Mme la Présidente. — La parole est à M. Ducarme.

M. Ducarme. — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, le décret qui organise le sport en Communauté française, que nous avons examiné comme il se doit en commission et qui nous est aujourd'hui soumis en séance plénière, permet de rencontrer un certain nombre de préoccupations.

Vous avez la volonté, monsieur le ministre, comme cela figure d'ailleurs dans l'exposé des motifs du projet, d'aborder le sport en tant que fait de société. Malgré ce que j'appellerai cette pétition de principe, nous avons le sentiment que vous n'avez pas donné à ce projet l'ampleur et la densité que nous étions en droit d'attendre d'un texte d'une telle importance dans le cadre de la Communauté française.

La remarque que je formule à l'instant est fondée sur trois points d'ancrage. En premier lieu, la Communauté française a un devoir d'intérêt par rapport à la politique sportive qui doit effectivement nous conduire à considérer celle-ci avec l'ampleur souhaitée.

Deuxièmement, les travaux en commission ont montré qu'en nous soumettant un tel texte en fin de législature, le Gouvernement a sous-évalué l'importance de l'acte législatif proposé.

Troisièmement, les remarques émises par le milieu sportif et surtout le milieu associatif sportif, comme au niveau de notre formation politique, particulièrement à Liège le 6 février dernier, font incontestablement apparaître un goût de trop peu. Nous constatons l'absence d'un véritable projet d'ensemble en matière de politique sportive. Je reviendrai sur ce point en évoquant une politique de formation digne de ce nom.

Les débats en commission ont également indiqué que le Gouvernement ne prévoyait pas les crédits budgétaires correspondant aux faibles mesures annoncées par votre décret et qu'un vide extrêmement important subsiste pour ce qui concerne tant Bruxelles qu'un sujet plus précis et ciblé: la lutte contre le dopage.

Comme Mme Bouarfa vient de l'indiquer, le texte qui nous est soumis contient des bonnes idées; certaines mesures sont susceptibles de favoriser la mise en place d'une politique du sport ambitieuse et efficace en Communauté française. Mais il ne s'agit que d'un petit galop d'essai qui devra se traduire par une œuvre législative beaucoup plus nette et complète. Un pas a donc été fait, mais, en réalité, encore bien petit par rapport à nos attentes.

Certaines dispositions relatives aux sportifs de haut niveau sont positives. La déclaration de politique gouvernementale qui date de 1995 consacrait un chapitre au sport et nous pouvions y percevoir un certain intérêt à l'égard de cette catégorie de sportifs. Aujourd'hui, en mars 1999, je constate, avec un certain plaisir, que vous reprenez les éléments d'un texte qui avait été déposé en 1995 sur la base des propositions de décret de MM. Monfils et Foret. C'est donc positif. Mais pourquoi avoir attendu quatre ans avant de reprendre de telles propositions? Nous sommes évidemment satisfaits que notre texte soit repris, mais nous aurions préféré que le Gouvernement prévoie également des dispositions permettant une compatibilité entre les études et la pratique du sport de haut niveau. Vous n'avez pas voulu franchir ce pas, et c'est très regrettable.

D'autres points positifs seront peut-être mis en œuvre dans les mois et les années qui viennent. Ainsi, il est explicitement fait référence au sport pour personnes handicapées, à la thématique de la fédération, au sport à l'école.

Il s'agit donc de la traduction d'un homme de bonne volonté, lequel, en termes sportifs, semble praticien d'un bon jogging, mais n'est pas nécessairement compétitif.

Voilà la constatation que m'inspire votre texte, monsieur le ministre. Elle relativise l'appréciation de mon groupe et est révélatrice du vote que celui-ci entend émettre à ce sujet.

Je voudrais néanmoins aborder trois points concrets en ce qui concerne le présent projet de décret: la politique de formation, le problème du bicommunautaire, plus particulièrement en ce qui concerne la situation de Bruxelles, et la lutte contre le dopage.

Je commencerai par la politique de formation. Au cours des auditions en commission de la Santé et grâce à l'échange dont j'ai déjà parlé, qui date de notre comité permanent de Liège du 6 février, nous avons pu nous rendre compte que les milieux sportifs étaient très inquiets en ce qui concerne le financement futur de la formation des jeunes.

Trancher dans ce débat sur les indemnités de formation est effectivement extrêmement difficile; obtenir, qui plus est, l'unanimité sur cette question peut paraître utopique pour l'instant, tant les positions des différents acteurs divergent. Reconnaître comme le prévoit le texte la possibilité pour certaines fédérations d'inscrire dans leurs statuts le recours aux indemnités de formation n'est pas, selon moi, un élément qui trouvera, à terme, pleine récurrence. Cela est d'autant plus vrai que si le décret indique le montant de ces indemnités de formation et que celles-ci doivent être fixées de façon objective, c'est-à-dire sans tenir compte de la valeur des sportifs, un certain nombre de difficultés se posent incontestablement, même si l'on considère que l'on veut apprécier la situation afin que ces indemnités de formation ne constituent pas des indemnités de transfert déguisées. L'attitude extrêmement constructive qui a été celle de mon groupe en commission a permis de dégager une solution susceptible d'assurer la pleine sécurité juridique du dispositif décretaal, notamment au regard de l'arrêt Bosman. Pour preuve, les amendements que nous avons déposés et qui ont été adoptés par l'ensemble de la commission.

Toutefois, je ne peux que regretter, monsieur le ministre, que vous ayez un peu vite refusé de limiter la possibilité de recourir aux indemnités de formation pour de très jeunes sportifs et pour des sportifs plus âgés, dont la formation est terminée. Avant quinze ans et après vingt-cinq ans, le recours aux indemnités ne me paraît pas acceptable. Je regrette — rendons à César ce qui lui revient — que certaines thèses proposées par le groupe ECOLO et que nous

avons appuyées, n'aient pu être retenues par le Gouvernement. Cela étant, un autre sujet est plus inquiétant encore.

Il me semble en effet peu responsable de ne pas avoir profité de l'examen de ce projet de décret pour analyser le futur de la formation des jeunes sportifs en Communauté française. Se satisfaire, comme vous semblez le faire, monsieur le ministre, d'autoriser les formations sportives à recourir à ce système me paraît un peu court. En effet, les partisans les plus avérés des indemnités de formation — et l'audition de Maître Defourny a été intéressante à cet égard — reconnaissent qu'il peut ne s'agir là que d'une solution à court ou à moyen terme.

Selon ces personnes, si la formation des jeunes faisait l'objet d'une véritable politique volontariste de la part de la Communauté française, les indemnités de formation perdraient beaucoup de leur utilité. Cette réflexion est importante, et nous devons effectivement suivre de près l'évolution de cette problématique.

Je déclare donc que ce projet de décret ne contient aucune avancée véritable en matière de politique de formation; aucune piste n'est explorée. On pare au plus pressé et on veut contenter une grosse fédération sportive du pays en lui permettant d'inscrire les indemnités de formation dans ses statuts. Pour les clubs affiliés à d'autres fédérations, qui ne sont pas demandeurs d'indemnités de formation et qui n'ont pas pour habitude d'y recourir, rien n'est réglé.

J'attire une fois de plus votre attention sur le fait que des solutions existent; il suffit de réfléchir au problème. Refinancement du secteur du sport, constitution d'un fonds spécial, appel éventuel à des fonds privés sont autant de pistes qu'il aurait été utile d'explorer. Je citerai un autre exemple, que vous connaissez, me semble-t-il: l'expérience menée au centre de l'association francophone de tennis à Ghlin où les sportifs de haut niveau, pour rembourser leur formation, sont appelés à consacrer du temps à la formation des jeunes.

Au-delà du débat concernant la légalité ou l'opportunité des indemnités de formation, il me semble donc nécessaire de poursuivre la réflexion qui est engagée afin que votre texte ne reste pas simplement « pelliculaire » sur le sujet et qu'en tout cas, il nous permette de rencontrer avec beaucoup plus de netteté les préoccupations de la politique de formation et qu'il ne se limite pas à ce que l'on peut appeler, tout en restant pudique, un dispositif permettant de contourner, dans l'état actuel de la législation, ce à quoi l'on est tenu dans le cadre du suivi de l'arrêt Bosman.

Ma deuxième préoccupation concerne Bruxelles. Votre avant-projet de décret dressait une série d'obligations aux fédérations. Le Conseil d'Etat avait fort judicieusement observé que cela limitait le champ d'application de votre texte aux fédérations organisées sur le mode communautaire. « Les fédérations sportives nationales établies à Bruxelles entrent dans la catégorie des institutions biculturelles établies dans la Région de Bruxelles-Capitale. » Elles relèvent ainsi de la compétence de l'Etat fédéral. Inutile de dire que cela risquait de vider votre texte d'une bonne partie de son contenu puisque des fédérations comme celles du football, du basketball ou du cyclisme sont organisées sur le mode unitaire et risquaient d'échapper à l'application des règles sur le dopage, la sécurité ou le transfert.

Vous avez cru pouvoir contourner cette objection en transférant les obligations imposées aux fédérations vers les cercles. Je ne m'étendrai pas sur les problèmes que ce transfert va poser au regard de la capacité de gestion des clubs. Est-ce bien à ces structures qu'il doit revenir de gérer des problèmes aussi lourds?

Je ne reviendrai pas sur les conséquences kafkaïennes de cette modification en ce qui concerne l'application de

vote texte en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, la question ayant été longuement discutée en commission. Je ne puis que déplorer une fois encore que les francophones de Bruxelles fassent les frais de la répartition des compétences issue des réformes successives de l'Etat et déplorer également le manque de volonté politique de l'actuelle coalition gouvernementale.

Monsieur le ministre, en commission, vous avez acquiescé lorsque des parlementaires de mon groupe ont souligné la nécessité de conclure un accord de coopération avec les autres niveaux de pouvoir afin d'assurer l'application cohérente de votre texte pour l'ensemble des francophones de Belgique. Une fois encore, il me semble que, pris par ce harcèlement du temps qui conduit aux élections du 13 juin, vous avez mis la charrue avant les boeufs. Il aurait certainement été plus cohérent de commencer par négocier ces accords de coopération avant de proposer à l'examen du Parlement un texte dont vous savez pertinemment bien qu'il ne pourra pas faire l'objet d'une application uniforme et qu'il risque ainsi de poser des problèmes insolubles de distorsion de traitement ou de discrimination.

Vous voulez clarifier une situation au niveau de l'ensemble des sportifs de la Communauté française, mais vous n'apportez aucune simplification et vous créez l'insécurité en ce qui concerne la Région bruxelloise.

J'en viens à la lutte contre le dopage. Cette question a été abondamment débattue en commission. Il est vrai qu'à la suite des événements de l'été dernier, notamment dans le domaine du cyclisme, — qui viennent de trouver un nouvel éclairage en raison de certaines dispositions prises par la justice à l'égard d'un coureur cycliste —, l'opinion, les observateurs, celles et ceux qui aiment le sport sain, ont été sensibilisés à ce fléau; toutes ces personnes sont demanderesse d'un dispositif clair et efficace de lutte contre le dopage. Je citerai un seul chiffre. Dans le cadre du Comité permanent du PRL-FDF-MCC, notre fédération a adressé un questionnaire aux responsables des fédérations et des clubs sportifs. Nous avons reçu près de 400 réponses, ce qui représente une part non négligeable des acteurs concernés. A propos du dopage, 85 % des répondants ont indiqué que l'information des sportifs dans cette matière n'était actuellement pas suffisamment efficace en Communauté française.

Que préconisez-vous face à la vive inquiétude manifestée par le secteur? Votre décret prévoit que les fédérations incluent dans leurs statuts les dispositions réglementaires prévues par la Communauté française en matière de dopage et de respect des impératifs de santé dans la pratique sportive. Elles doivent informer les cercles des substances interdites et des mesures disciplinaires. Pour leur part, les cercles doivent également inclure la législation de la Communauté française dans leurs statuts et faire connaître à tous leurs membres la liste des substances interdites et les sanctions disciplinaires et — amélioration notable du texte grâce au travail parlementaire — leur transmettre « un document explicite et pédagogique de la Communauté française sur les bonnes pratiques sportives de leur discipline ».

Malgré les améliorations apportées au texte lors des travaux en commission, je reste extrêmement sceptique quant aux possibilités des cercles en ce qui concerne l'information à leurs membres sur les produits interdits et les mesures disciplinaires. On oublie trop souvent que ce sont des bénévoles qui constituent l'ossature de la plupart des clubs. Ont-ils vraiment les moyens de réaliser la mission qui leur est confiée? Comment va-t-on les aider et vérifier si cette action est correctement menée? Je me demande vraiment quel pourrait être l'impact concret d'une telle mesure sur le terrain et je crains que son efficacité soit pour le moins limitée.

Une fois de plus, vous ne faites qu'effleurer de manière tout à fait superficielle un sujet qui est pourtant important et sur lequel tous les observateurs, la plus large part de la population, bon nombre de parents attendent une action concrète et efficace de la part de la puissance publique.

Je ne suis pas le seul à le penser, monsieur le ministre. Alors que nous débattions de l'insigne faiblesse du dispositif de lutte contre le dopage mis en œuvre par votre projet de décret, un membre de votre groupe, M. Thissen, a déclaré: « On pouvait circonscrire le titre de la section première et l'intituler 'l'information de base'. » M. Thissen a constaté comme nous les lacunes du texte et son propos a réduit, on ne peut plus clairement, les ambitions réelles de votre projet de décret, au-delà du titre que vous aviez initialement imposé.

Il faut bien le reconnaître, aux objections soulevées en commission, vous n'avez fait qu'une seule réponse, à savoir que ce problème doit faire l'objet d'un décret distinct puisqu'il relève des compétences conjointes du ministre du Sport et du ministre de la Santé.

Certains, faisant preuve d'une attitude extrêmement positive dans l'action parlementaire, souligneront le manque manifeste de coordination entre la ministre-présidente et vous-même, monsieur le ministre, et ne manqueront pas de le regretter.

Nous constatons que nous sommes face à un Gouvernement qui, dans une matière comme celle-là qui devrait être traitée de manière transversale, a préféré gérer en fonction de l'ambition manifestée en fin de législature par deux ministres, travaillant chacun de leur côté, ce qui montre la déliquescence dans laquelle se trouve ce Gouvernement en termes d'engagement politique.

Il me semblait important de souligner ces points au sujet de la lutte contre le dopage. Je ne puis m'empêcher de vous dire combien je rejoins l'analyse de M. Housiaux, vice-président du COIB, quand il insiste sur l'absolue nécessité d'un accord de coopération quadripartite si l'on veut réellement mener une action constructive dans ce domaine.

Je voudrais laisser un témoignage dans les comptes rendus des travaux parlementaires, en citant M. Housiaux: « Dans un Etat fédéral comme le nôtre, il s'agit d'harmoniser entre Communautés, avec les pouvoirs sportifs, les méthodes de lutte contre le dopage, de contrôle des sportifs, les campagnes de prévention, en ayant en plus son attention tournée vers les méthodes et techniques utilisées dans d'autres pays ou par différentes fédérations sportives. Le COIB et les ministres compétents doivent considérer cette action comme primordiale sur le plan de la santé publique, de l'équité sportive et de l'équité en général. »

Ces quelques propos de M. Housiaux montrent nettement combien vous n'avez pas rencontré l'objectif et si je tiens à relever les éléments positifs de ce décret, je répète qu'en ce qui concerne la politique de la formation, la problématique bicommunautaire, particulièrement à Bruxelles, et, enfin, la lutte contre le dopage, vous n'avez certainement pas été à la hauteur.

Pour reprendre les propos de certains, je dirai que si la gauche et la démocratie chrétienne réunies ont peut-être beaucoup d'ambition, il leur arrive de rater des rendez-vous extrêmement concrets. Dès lors, elles ne se montrent pas suffisamment positives dans un domaine aussi vital que celui de la santé publique, de la santé des jeunes à travers le sport.

Louper le rendez-vous qui a été celui du PS et du PSC à l'occasion de ce Gouvernement est incontestablement une erreur de plus que je mets, dans le cadre de ces compéten-

ces-ci, en rapport avec les compétences relatives à l'enfance, qui ont été, au sens propre du terme, sur le plan législatif, de sa maîtrise exécutive et de sa gestion administrative, extrêmement mal traitées. Vous avez fait plus en termes de coupes budgétaires qu'en termes de mobilisation sur les valeurs. Je le constate dans ce domaine et à l'occasion d'un tel débat, il convenait de le relever.

J'ai tiré un autre grand enseignement supplémentaire eu égard à cette problématique. En effet, j'ai estimé que la compétence donnée à un même ministre, notamment en ce qui concerne la politique sportive dans le cadre de la Communauté française et de la Région wallonne, allait nous permettre d'élaborer un véritable projet pour le sport à travers les éléments que je viens de relever mais qui avait également trait à la dynamique des infrastructures.

En mettant en place le système qui prévaut aujourd'hui, vous avez, dans le domaine du sport, mis la Wallonie et la Communauté française à l'arrêt. Vous n'avez pas provoqué la dynamique souhaitée, et je crains qu'il ne faille reprendre l'ensemble du dossier. Lors de la prochaine législature il conviendra enfin d'aborder le sport dans toute son amplitude en englobant les caractéristiques d'un sport sain, d'un sport qui se développe pleinement pour la jeunesse, qui soit doté d'infrastructures suffisantes et qui soit soutenu grâce à des crédits dûment inscrits au niveau budgétaire tant en ce qui concerne le pouvoir communal que le pouvoir régional.

Vous avez donc incontestablement ouvert un dossier. A nos yeux, il est seulement ouvert et nous nous abstenons donc, car nous comptons bien y travailler dans d'autres circonstances. (*Applaudissements sur les bancs du PRL.*)

Mme la Présidente. — La parole est à M. Massy.

M. Massy. — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, on parle souvent du sport en le qualifiant de phénomène de société. En réalité, il est constitutif de la société même en ce sens qu'il participe de la culture, de la vie sociale, de l'économie et des institutions.

Selon une tradition bien établie, le mouvement sportif a développé ses propres institutions et constitué, au fil du temps, ses propres règles. Cela vaut pour les lignes professionnelles autant que pour les fédérations, qui s'inscrivaient naguère dans le mouvement olympique.

Or, depuis une quinzaine d'années, le sport a connu une véritable révolution, marquée essentiellement par son aliénation au modèle marchand dominant. Le sport de masse s'est développé en corrélat de niches industrielles pour les industries d'équipement, de matériel, de produits dits énergétiques ou comme support publicitaire dans un contexte spectaculaire.

L'élite sportive, y compris l'olympisme, s'est rangée du côté de cette cause marchande.

Tout cela fait que les valeurs dites traditionnelles n'ont que très peu résisté à celles qui guident généralement la recherche du profit. Le sport marchand peut difficilement être présenté comme une référence en matière d'éthique. Il participe peu de l'éducation citoyenne quand, chaque jour, son actualité est faite de dopages, de pots-de-vin, d'arrangements, au point que *Le Nouvel Observateur* pouvait récemment consacrer un article à toutes ces dérives, en épinglant un fait, chaque jour, pendant un mois.

Devant ce changement qui paraît bien être un changement de nature, la responsabilité politique doit prendre une autre dimension. Les pouvoirs publics vont de moins en moins tolérer que le sport se régisse lui-même, en dépit des règles que la société se donne pour réguler les autres

secteurs de l'économie. Le fameux arrêt Bosman, les critiques de la Commission européenne relatives au système Ecclestone, la mise à jour de filières de dopage organisées — notamment lors du dernier Tour de France — et, ce que l'on dit moins, l'emprise du pouvoir de l'argent sur la « starification » des vedettes sportives ou sur les retransmissions télévisées, tout cela signifie un malaise profond dont on peut espérer qu'il n'est pas seulement le reflet d'une dérive profonde de l'ensemble de nos sociétés.

Comparaison n'est pas raison; mais l'histoire nous apprend que l'idéal olympique prôné par la société grecque fut mis à mal par la société romaine décadente. De la valeur exemplative de l'effort, on était passé, pour le spectacle, aux combats sanglants de gladiateurs ou aux tricheries de Néron. Cela donne au moins à méditer.

Nous n'échapperons, pas, quant à nous, à un débat global sur le sport. Nous nous rendons compte alors que tous les niveaux de pouvoir sont interpellés, de l'Europe aux Régions en passant par l'Etat fédéral et les Communaux. Et nous verrons sans doute mieux — si ce débat a lieu — quel rôle spécifique est celui de la Communauté française.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que j'ai tenu à rappeler ces éléments de réflexion. Nous sommes pour la plupart sportifs d'une manière ou d'une autre. Mais c'est bien dans la difficulté de définir ce qu'est exactement le sport et ce que sont précisément les sportifs que réside souvent l'incapacité de mener les bonnes politiques là où il le faut.

Le décret qui nous occupe a pour ambition d'organiser le sport dans la Communauté française. En réalité, il organise diverses formes de pratiques sportives à travers divers modes d'organisation qui vont de la fédération sportive par discipline au sport pour tous, en passant par le sport scolaire ou le sport pour handicapés.

Dans le cadre créé, il est bon que, pour chacune de ces rubriques, des possibilités de définir des objectifs propres puissent être préservées. La compétition, par exemple, n'est pas le but ultime pour tous.

En ce sens, nous, socialistes, ne pensons pas que l'œuvre est achevée. Si ce décret remet de l'ordre dans les relations entre les pouvoirs publics et les fédérations de divers types, il conviendra pour l'avenir d'ouvrir de nouveaux chantiers. L'un d'entre eux concernera sans doute la possibilité d'aider plus directement les cercles sportifs, problème posé depuis longtemps et considéré jusqu'ici comme budgétairement insurmontable. Reste à savoir s'il doit constituer la seule priorité.

Face à l'évolution du sport telle que j'ai malheureusement dû la décrire, il faut, nous semble-t-il, recadrer l'effort des pouvoirs publics.

Contre vents et marées peut-être, nous continuerons à faire en sorte que les fonctions humaniste et citoyenne du sport puissent s'épanouir.

Le pouvoir public doit orienter ses moyens là où le sport constitue un adjuvant à l'éducation. Il doit favoriser l'activité sportive récréative pour le plus grand nombre. Si le vocable « sport pour tous » a un sens, c'est de remettre au centre des préoccupations le simple et sain délassement.

Celui-ci, contrairement au jeu, exige dans le sport une forme de discipline personnelle, une continuité dans l'effort, une connaissance de ses propres limites. Le sport doit donc être encadré, quel que soit le niveau de pratique. Aussi, le chapitre consacré au sport pour tous devra sans doute donner lieu à des développements dans les années qui viennent.

Il y a un problème d'égalité dans la pratique du sport. Non pas seulement un problème d'égalité de chances, qui se traiterait sur la base de sélections successives des pratiquants pour constituer la fameuse pyramide surmontée des élites, mais un problème d'égalité parce que tous les sports ne sont pas pratiqués de manière équivalente selon les origines sociales et culturelles, selon les sexes ou selon les âges.

Il y a, pour beaucoup de jeunes aujourd'hui, des barrières économiques à l'accès au sport.

Il est heureux que les décrets en matière d'éducation aient très clairement remis à l'ordre du jour l'éducation physique. C'est un des acquis de la réforme du fondamental dont il faut féliciter le Gouvernement, sa ministre-présidente en tête.

Mais il faudra analyser plus avant ce qui permettrait de continuer à encadrer des jeunes, notamment issus de milieux défavorisés, pour une pratique sportive en dehors de l'école. Cela implique sans doute un renforcement des collaborations entre les fédérations sportives scolaires et les fédérations de disciplines sportives. Le décret ouvre largement la porte à de telles collaborations. Il faudra en évaluer l'impact sur le plan social et pas seulement sur le plan quantitatif.

Un autre aspect du rôle du pouvoir public est le suivi médical des sportifs. Nous attendons — nous l'espérons encore pour cette législature — le projet de décret qui concerne plus particulièrement l'usage de produits dopants. Il doit s'inscrire dans un cadre général de prévention en matière de santé. Le sport doit être pratiqué dans le respect absolu des impératifs de santé à tous les niveaux. Il peut aussi constituer un facteur d'amélioration de la santé dans la société. Le secteur du sport et le secteur de la promotion de la santé devraient pouvoir très systématiquement mettre en œuvre des programmes communs de sensibilisation.

Voilà quelques pistes, au-delà du texte qui nous est remis. Je voulais seulement indiquer que, malgré son titre générique, ce décret ne peut prétendre clôturer, dans notre Communauté, le débat sur le sport.

Quant au projet de décret proprement dit, avant même le début de son examen au Parlement de la Communauté française, le groupe PS a rencontré à maintes reprises des intervenants de divers groupements, associations ou organes de représentation du secteur du sport.

Les analyses effectuées à la suite de ces réunions ont dégagé six axes principaux de réflexion. Ces axes concernaient :

— L'avis du Conseil d'Etat sur les compétences de la Communauté française en matière de fédérations nationales sises à Bruxelles et concernant le COIB;

— L'article 10 du projet de décret sur les indemnités de formation en cas de transfert;

— Les problèmes rencontrés par les organismes centrés sur le sport pour tous, et en particulier la Centrale du sport travailliste;

— Les problèmes rencontrés par les fédérations de sport pour personnes handicapées lorsque leur action n'est pas centrée sur la compétition;

— Et, enfin, les difficultés d'application de certaines mesures, qui nécessitaient des amendements techniques.

Certains préconisaient de revenir au texte initial du décret, et donc d'outrepasser l'avis du Conseil d'Etat. Or, les spécialistes en droit constitutionnel qui ont été contactés ou auditionnés par la commission ont tous confirmé l'avis

du Conseil d'Etat. Ils en concluent que, si nous proposons d'outrepasser cet avis, les cours et tribunaux ne tarderaient pas à être saisis pour des litiges de compétences.

La seule solution globale consisterait en un accord de coopération quadripartite entre l'Etat fédéral et les trois Communautés. Cet accord me semble une nécessité, mais nous ne pouvons en attendre l'issue pour voter le décret. C'est certainement un ouvrage à remettre sur le métier pour la prochaine législature.

Autre problème délicat, les indemnités de formation.

Beaucoup de voix se sont élevées pour prôner la suppression pure et simple de tout type d'indemnité. C'est au point que, pour certains, l'article 10 du décret tel qu'il était rédigé devint le seul point d'intérêt d'un décret qui ne peut se résumer à cette seule disposition. Mais de nombreux mandataires défendaient l'intérêt des petits clubs et ne souhaitaient pas la suppression de ces indemnités. Ces positions me paraissent avoir traversé l'ensemble des partis.

Nous ne pouvons nier l'intérêt financier de ces indemnités, surtout pour les petits clubs. Certains d'entre eux seraient menacés de disparition si elles étaient supprimées. En outre, il est normal qu'un cercle soit rétribué pour la formation effective de ses membres.

Toutefois, nous ne pouvons accepter, au groupe socialiste, que des jeunes, que des hommes soient marchandés, soient traités comme de simples objets, soient vendus. C'est pourquoi il était nécessaire de revoir les dispositions sur l'indemnité de formation. Nous voulons que ces indemnités soient objectivement liées à la formation. Nous ne voulons pas qu'elles soient arbitraires et nous ne voulons pas d'indemnités de transfert déguisées.

Le groupe PS a négocié des modifications de cet article avec son partenaire gouvernemental pour faire en sorte de conserver ces indemnités de formation, mais de les objectiver et de les limiter. Le PRL et le parti ECOLO se sont joints à nous en commission et ont aussi apporté leur pierre à l'édifice.

A cet égard, nous avons obtenu que l'indemnité de formation doive tenir compte de l'âge des personnes concernées, de la durée de la formation et des frais réels supportés. En outre, cette indemnité ne peut être réclamée qu'une seule fois pour une même formation. Elle doit être retournée au club formateur ou à la fédération et doit être affectée en totalité au budget formation. Et, surtout, elle ne peut tenir compte du niveau du sportif transféré. Ainsi, nous pensons éviter tout risque de la voir se transformer en prime de transfert déguisée. De plus, la disposition ainsi adoptée en commission ne contrevient pas aux prescriptions européennes en la matière.

Enfin, le parti ECOLO, par la bouche de son président, s'est dit satisfait des avancées qui ont été faites. Il s'oppose malgré tout à une quelconque idée d'indemnité. Le PRL, quant à lui, s'est montré très satisfait des modifications apportées à cet article. A tel point que cet article a été voté par la majorité et le PRL en commission, alors qu'ECOLO s'est abstenu.

Je pense donc que nous sommes arrivés à un bon accord sur ce point, garantissant au maximum tout risque de dérive.

En matière de sport scolaire, nous avons obtenu que deux fédérations puissent déjà développer des programmes d'action communs alors que le texte de départ prévoyait que les trois fédérations devaient accepter de travailler ensemble. Le texte initial aurait permis à une fédération de mettre son veto pour un travail commun et de proposer

seule un plan-programme. A présent, si une fédération seule peut rentrer un programme d'activités, les pouvoirs publics favorisent néanmoins les programmes établis par au moins deux fédérations scolaires et, plus encore, les programmes rassemblant fédérations scolaires et fédérations sportives.

En ce qui concerne le sport pour tous, certaines fédérations dont c'est l'activité première, telles que certaines fédérations socialistes, sont particulièrement touchées par le mode de financement forfaitaire. Le ministre a confirmé en commission que les dispositions du décret leur permettraient de conserver leur personnel et il nous a fait remarquer que le « manque à gagner » au niveau du forfait pourrait être compensé par la mise en place de plans-programmes pertinents.

L'enjeu de telles fédérations se situerait dès lors au niveau de la barre des 5 000 adhérents, qui permet une subvention de 350 000 francs en lieu et place de 200 000 francs. Elle devront donc prendre leurs responsabilités et opérer des regroupements.

Nous resterons vigilants quant à l'application concrète de ces dispositions et quant au respect, par le ministre chargé du sport, des engagements pris.

Le texte initial du décret ne prenait plus en considération la nécessité du certificat médical pour les membres des cercles. Je pense que c'est une erreur. Il est important de veiller à la bonne santé de nos sportifs et, par conséquent, de s'inquiéter de leur état de santé et de sa compatibilité avec une pratique sportive intensive. C'est pourquoi nous avons réintroduit la nécessité du certificat médical dans les critères de reconnaissance des fédérations sportives.

Toutefois, si les certificats seront nécessaires pour une pratique intensive du sport et de la compétition, ce ne sera pas le cas pour une pratique plus légère ou pour certains sports comme la marche à pied ou la pétanque.

En outre, la comptabilisation des affiliés qui reposait sur le nombre de certificats médicaux par l'administration nous paraissait inadéquate. L'évaluation des fédérations ne peut, au départ, reposer sur ce critère!

Le projet de décret présenté par le M. le ministre William Ancion prévoyait le regroupement des huit fédérations coexistant à l'heure actuelle en matière de sport pour personnes handicapées. Une seule fédération, donc, pour s'occuper de la coordination et de l'établissement des plans-programmes des activités sportives liées aux personnes moins valides.

Toutefois, il nous faut bien constater que ces huit fédérations ont des logiques de fonctionnement et des philosophies d'action très différentes. Il y a, d'une part, l'approche du sport « spectacle », du sport de compétition, du sport comme dépassement de soi et, d'autre part, l'approche du sport multidisciplinaire et « multihandicap » comme moyen de développement, de socialisation, d'intégration.

En particulier, la plupart des parlementaires ont été contactés par deux fédérations, liées aux mutualités chrétienne et socialiste, qui craignaient de disparaître. Ces fédérations développent des activités de revalidation et d'intégration, difficilement compatibles avec une logique prédominante axée sur la compétition.

Sensible à ces arguments, j'ai décidé de soutenir leurs revendications auprès de M. le ministre. C'est ainsi qu'il a été convenu d'amender le projet de décret. Ainsi, le texte qui vous est présenté crée une seconde fédération sportive pour personnes handicapées. Cette autre fédération est spécialisée dans l'intégration par le sport. Elle se veut une alternative au sport de haut niveau. Elle défend un accès

aisé au sport de loisir, même s'il peut être de type compétitif, pour toute personne souffrant d'un handicap.

L'intitulé de la section reprend la notion de personne. Cela nous paraît particulièrement important. Il est en effet essentiel de penser et d'agir vis-à-vis des handicapés en termes de personnes, de mettre en avant leur qualité d'individu et de citoyen, plutôt que leur qualité de handicapé. C'est pourquoi je trouve essentiel d'inscrire cette notion dans un texte légal.

Ensuite, quel que soit le nombre de membres de la nouvelle fédération, la subvention forfaitaire sera celle d'une fédération de catégorie 3 comptant 5 000 membres, soit 350 000 francs par an. Cela permet de garantir un financement optimal de cette fédération, à l'instar de la fédération axée sur la compétition.

Enfin, les articles concernant le subventionnement ont également été modifiés pour garantir une mise en œuvre identique à celle pratiquée dans l'association du sport scolaire.

De cette manière, nous répondons positivement aux demandes qui nous avaient été adressées par les fédérations liées aux mutualités chrétienne et socialiste. Il y aura bien en Communauté française, concernant le sport, une prise en compte de la personne handicapée, tant dans le sport de compétition que dans le sport d'intégration.

A relever également : ces modifications ont été adoptées à l'unanimité des membres présents en commission, tous partis confondus.

C'est pourquoi je suis pleinement satisfait du travail accompli dans cette matière. Nous sommes parvenus, je pense, à construire un mécanisme de gestion du sport s'adressant aux personnes handicapées, mécanisme qui concilie les deux logiques dont je parlais tout à l'heure. C'est une des avancées dont les socialistes, avec l'ensemble des partis démocratiques, peuvent être fiers.

Enfin, toute une série d'amendements techniques nous avaient été suggérés par des membres de divers organismes. Nous avons été à leur écoute, dans un souci de meilleure lisibilité et de meilleure application du texte. Ces amendements ont été acceptés dans leurs majeure partie. Nous nous en réjouissons.

Ainsi que vous pouvez le constater, notre action n'a pas été vaine et le travail en commission a permis de largement améliorer le texte initial déposé par M. le ministre William Ancion. De l'aveu même des représentants des partis de la minorité, le texte qui vous est présenté aujourd'hui peut être voté en toute sérénité, même si je ne peux préjuger de la position qu'ils vont adopter aujourd'hui. Je vous invite donc, comme le groupe socialiste, à adopter ce décret organisant le sport en Communauté française.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Desgain.

M. Desgain. — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, le projet de décret dont nous discutons aujourd'hui vise à organiser le sport en Communauté française. Ce titre est particulièrement ambitieux! Son contenu répondra-t-il à tout ce que nous pouvons en attendre en termes de définitions, de dispositions et d'objectifs?

A la lecture du titre de l'avant-projet de décret, nous pouvons douter que cette ambition soit rencontrée. Dans une note adressée au Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 1998, il était intitulé : « Avant-projet de décret du Conseil de la Communauté française fixant les conditions d'organisation, de fonctionnement, de recon-

naissance et de subventionnement des fédérations sportives et d'autres organismes assimilés».

Le texte que nous examinons aujourd'hui est une version de cet avant-projet, partiellement corrigée, sur la base de certaines remarques du Conseil d'Etat et qui a été heureusement amendée lors des travaux en commission.

Toutefois, certains éléments importants restent manquants. Ainsi, nous n'y trouvons pas d'objectifs généraux et de société. La majorité veut donc organiser le sport dans un but, et selon un objectif non déterminé, laissé à l'appréciation des gouvernements. Quels sont ces objectifs ? Développer le sport de propagande, favoriser exclusivement l'élite et les secteurs économiques et publicitaires, développer et imposer le sport de masse à tout le monde ? Cela aurait dû être précisé dans le texte de l'avant-projet.

Pour les écologistes, l'objectif est de permettre à tout citoyen qui réside en Communauté française de s'épanouir grâce au sport et dans le sport de son choix, qu'il soit pratiqué à titre de délassement ou dans des compétitions. Autre objectif : que la Communauté donne au sportif les meilleures garanties pour le respect de sa santé, de sa liberté, de son équilibre physique, psychologique et social.

C'est ainsi que la question du dopage, problème bien d'actualité, n'est pas entièrement adaptée à la situation actuelle.

Les dispositions du décret ne visent, de surcroît, que les athlètes qui font de la compétition, alors que d'autres sportifs, qui ne font pas de compétition au sens strict du terme, pourraient, eux aussi, être tentés par cette pratique, notamment parmi les adeptes de la musculation du *body-building* ou, pourquoi pas, du cyclotourisme.

Il s'agit de prendre les mesures indispensables à la protection de la santé des sportifs, mesures qui devraient figurer dans un décret prétendant « organiser » le sport dans notre communauté. Or, elles ne s'y trouvent pas complètement. Heureusement, une série de dispositions inscrites, notamment, dans le décret du 3 juillet 1991 — ont été réintroduites, dont l'obligation relative aux visites médicales pour les membres appartenant aux cercles des fédérations reconnues. Par ailleurs, le lien entre organisation du sport et protection de la santé des sportifs a été rétabli, même s'il renvoie, pour une partie importante à un projet de décret sur la protection de la santé du sportif dont nous ne disposons toujours pas. Nous espérons qu'il pourra encore être discuté sous cette législature. Nous aurions toutefois préféré que ces dispositions soient inscrites dans le projet soumis à notre approbation.

Le statut du sportif de haut niveau est introduit de façon équilibrée, mais ne vise qu'une petite centaine de sportifs. Il s'agit, certes, d'une amélioration mais le texte est muet quant aux sportifs amateurs, qui sont pourtant près de 500 000.

Nous ne trouvons également que très peu de dispositions sur les liens à créer ou à favoriser entre les écoles et les clubs locaux, entre les clubs et l'ADEPS, et sur l'utilisation commune des infrastructures, ni sur les orientations de l'action d'autres acteurs publics par rapport au sport, conformément au souhait exprimé lors des Assises du sport qui se sont tenues en 1991.

A cet égard, je pense aux communes, qui pourraient jouer un rôle fédérateur au niveau local, à la RTBF qui a une responsabilité considérable, à la fois dans la publicité faite au sport-choix des programmations, coût du temps d'antenne et dans la pédagogie de l'apprentissage de la bonne pratique du sport, du bon geste.

Dernier élément, ce texte est muet sur l'exercice d'activités sportives en dehors des fédérations reconnues.

Je vous rappelle ici les résultats très inquiétants d'une enquête réalisée par Test-Achats-Santé, en 1996, et portant sur 28 centres de fitness. Cette enquête a mis en évidence l'absence d'encadrement, de test préalable de condition physique, de questionnaire de santé, etc. La Communauté française ne peut rester sans réagir — sans légiférer — ou, à tout le moins, sans réglementer ce type d'activité lucrative.

Voilà des éléments trop peu explicités, voire manquants, dans un projet de décret qui a pour ambition d'organiser le sport dans notre Communauté, et qui justifie une révision — à la baisse — de ses ambitions.

Je voudrais à présent aborder de manière plus détaillée quelques points importants de ce projet.

Le plan-programme est effectivement un élément tout à fait intéressant. Il permettra d'organiser la planification des activités des fédérations sur plusieurs années. Cette planification pourra contribuer au développement des sportifs de haut niveau par le biais d'un encadrement destiné à étaler leur préparation sur une longue durée, tout en octroyant aux fédérations l'opportunité de promouvoir leurs disciplines pour essayer d'attirer de nouveaux adhérents, pour mener ce type d'action sur plusieurs années et pour bénéficier de subventions qui correspondent à cette durée d'action. Il faudra toutefois tenir compte d'une période de rodage pour la mise en place de cette mesure et donc prévoir des dispositions plus souples pour l'examen et la préparation des avant-projets de programme, en tout cas pour les premiers plans-programmes.

J'en viens à un deuxième élément : la définition du sportif de haut niveau est mieux pensée. Je le répète, elle est plus équilibrée, dans la mesure où elle prévoit des garde-fous pour éviter la dérive exclusivement élitiste ou la propulsion d'enfants ou d'athlètes trop jeunes au top niveau. Aujourd'hui encore, un article intéressant du journal *Le Soir* met en évidence les risques de la pratique du sport de haut niveau chez les jeunes athlètes qui peuvent subir des séquelles graves et de nature à les empêcher à poursuivre l'exercice de leur discipline.

Dans tous les cas, le sportif reconnu devrait, selon nous, bénéficier d'un plan-programme et d'un suivi médical pour garantir sa santé. Nous pensons aussi que le sportif de haut niveau devrait réserver du temps, en dehors des périodes de grandes compétitions, pour favoriser et inciter à la pratique de sa discipline par les sportifs amateurs et pour soutenir la dynamique de sa fédération en Communauté française.

Enfin, l'inscription de dispositions visant le sport pour tous va dans le bon sens. Mais est-ce suffisant ? Est-ce ambitieux ? Plusieurs enquêtes montrent que le pourcentage de jeunes pratiquant régulièrement un sport est en diminution et que cela a des conséquences sur leur santé et leur condition physique.

Ces conclusions doivent nous interpeller, non seulement en ce qui concerne le chapitre « sport pour tous », mais également en ce qui concerne l'ensemble de ce texte et la future mise en œuvre des dispositions, notamment celle sur les plans-programmes.

Ces éléments positifs d'importance que je tenais à mettre en évidence démontrent tout notre intérêt pour ce projet.

Je voudrais maintenant soulever un point beaucoup plus délicat : l'indemnité de formation qui pose un réel problème. N'est-elle pas en contradiction avec l'arrêt Bosman et avec la déclaration des droits de l'homme et du citoyen prônant, l'un la liberté de circulation du citoyen européen, l'autre la liberté de disposer de soi ? Cette question mérite une réponse claire. Même transformée en

